

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAITRE PRUNILLE

460, rue du mémorial
47440 Casseneuil

Références : YKP/SM/UBD24-47/2026/67
Code AIOT : 0005202096

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement MAITRE PRUNILLE implanté 460, rue du mémorial 47440 Casseneuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a sollicité, en janvier 2026, un échange avec les services de la DREAL afin d'évoquer plusieurs sujets concernant le dossier d'autorisation environnemental prévu d'être déposé en juin 2026. Le dossier est de la compétence de la DREAL depuis cette même date.

L'inspection profite de cette occasion pour mener l'opération régionale coup de poing sur le contrôle des conditions de stockage et de maîtrise des risques des produits chimiques utilisés au sein des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAITRE PRUNILLE
- 460, rue du mémorial 47440 Casseneuil
- Code AIOT : 0005202096
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La S.A.S MAITRE PRUNILLE, basée à Casseneuil, exploite un site de préparation de pruneaux et autres fruits charnus et d'élaboration de spécialités et de confiseries. Ces activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°2008-115-11 du 25 avril 2008 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014-006-002 du 6 janvier 2014.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 27/02/2026, article L511-2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	3 mois
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 25/04/2008, article 53.4	Demande d'action corrective	15 jours
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	15 jours
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative du site requiert que l'exploitant réévalue l'ensemble de ses activités et de leurs positionnements au regard de la nomenclature des installations classées et lance la procédure d'information auprès du préfet en adéquation avec les conclusions de cette réévaluation et en accord avec l'inspection des installations classées.

En ce qui concerne les points de contrôle de l'action coup de poing sur les produits chimiques, l'inspection demande à l'exploitant de mener plusieurs actions correctives afin de lever les non-conformités constatées sans, pour autant, proposer de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/02/2026, article L511-2
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est autorisé, au travers de son arrêté préfectoral n°2008-115-11 du 25 avril 2008, à traiter les eaux usées industrielles par une station d'épuration biologique anaérobie par méthanisation suivie d'un traitement biologique aérobie pour un volume entrant maximal de 631 m³/j. Cette installation est classée, dans l'arrêté, à autorisation au titre de la rubrique 2750 (station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation).</p> <p>Actuellement, le volume journalier d'eaux résiduaires industrielles traitées s'élève à environ 370 m³, dont environ 320 m³ issus des installations du site de Casseneuil de Maître Prunille et 50 m³ issus du site de Saint-Quentin-du-Dropt de Maître Prunille également. Le traitement d'eaux résiduaires issues de deux sites ICPE dont un à autorisation (Casseneuil) justifie le classement au titre de la rubrique 2750.</p> <p>Cependant, et d'après la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets d'avril 2022, l'unité de méthanisation ne remplit pas les critères qui pourrait l'exclure du classement au titre de la rubrique 2781 (installations de méthanisation de déchets non dangereux [...]) , à savoir:</p>

1) participer au traitement des effluents, lorsque l'unité de méthanisation est implantée sur le site même de production desdits effluents et

2) ne traiter que les effluents du site.

En outre, l'unité de méthanisation traitant une quantité d'environ 370 tonnes de déchets par jour (370 m³ d'eaux résiduaires industrielles), son classement au titre de la rubrique 3532 (valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour, 100 tonnes lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie) doit être envisagée.

Le classement de l'unité de méthanisation au titre de la rubrique 2781 avait déjà fait l'objet de plusieurs constats depuis 2013 (visite d'inspection, échanges inter-administratifs initiés en 2019, courrier de l'inspection des installations classées).

L'exploitant indique par ailleurs qu'il a racheté les installations de séchage de prunes de la SCA des Pruniculteurs du Moyen Lot, qui n'a fait l'objet d'aucune demande de changement d'exploitant. Cette installation, contigüe à celles de Maître Prunille est dorénavant pleinement intégrée au site.

Cette information est évoquée dans un (pré)dossier de demande d'autorisation environnementale de mars 2019 mais dont l'instruction n'a pas été menée à son terme (non recevabilité du dossier).

L'exploitant indique encore qu'il a racheté, et intégré à son site, les bâtiments de la société Castel et Fromaget. L'inspection des installations classées n'a pas été informée de la cessation d'activité de cet établissement.

Enfin, l'exploitant indique avoir déposé un porter-à-connaissance portant sur un projet de modification du point de pompage au droit du Lot en 2021, qui n'a fait l'objet d'aucun acte administratif.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant évaluera sa situation administrative au regard des installations classées indiquées dans ses arrêtés, des modifications projetées et apportées depuis la dernière procédure ayant donné lieu à une consultation du public et des activités actuelles.

Il justifiera de la nature de la procédure qui portera ces éléments et du lancement de cette dernière sous un mois.

A minima, le dossier soumis au préfet prendra en considération le cumul des impacts sur les enjeux listés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement suite à l'exploitation de l'installation de séchage de la SCA des Pruniculteurs du Moyen Lot, justifiera de la compatibilité des anciens ateliers de travail mécanique de métaux de la société Castel et Fromaget pour le stockage des produits finis Maître Prunille (excepté si Maître Prunille souhaite que la société Castel et Fromaget porte la cessation de ses activités) et reprendra les modifications de la prise d'eau en Lot.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,

Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS

Prescription contrôlée :

Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.

Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Constats :

L'exploitant utilise le logiciel SEIRICH pour la gestion des fiches de données de sécurité (FDS) sous format numérique. Il n'y a pas de version papier de ces documents.

Le logiciel est structuré par unité (nettoyage, R&D, maintenance...) qui, chacune, contient les FDS des produits utilisés (ou anciennement utilisés) par ces services.

Le logiciel compte 265 FDS.

Le logiciel n'est installé que sur un nombre limité de postes informatiques, l'exploitant n'est pas en capacité de lister les personnes ayant accès au logiciel.

L'inspection constate que plusieurs FDS datent d'avant 2020 (Detarcap Ox II par exemple).

L'inspection constate que la FDS du sorbate de potassium, datée du 2 janvier 2024, est rédigée en langue anglaise.

En ce qui concerne l'accès des travailleurs de l'entreprise aux informations transmises dans les FDS, plusieurs entretiens menés sur place auprès d'un conducteur transversal, d'une salariée sauveteur secouriste du travail (SST), d'un référent conducteur de ligne et d'une personne du service étiquette/emballage, confirment l'absence de connaissance de la nature des FDS et des informations qu'elles contiennent d'une large part des travailleurs. Seule la personne du service étiquette mentionne faire appel au service achat en cas de besoin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prendra attache avec ses fournisseurs afin de s'assurer que toutes ses FDS sont au format prévu par le règlement (UE) 2020/878 de la Commission du 18 juin 2020 modifiant l'annexe II du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

L'exploitant définira un plan d'action, en précisant le calendrier, afin de répondre à la disposition de l'article 35 mentionné dans le point de contrôle. Celui-ci sera transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection vérifie la mise en œuvre des prescriptions de la FDS du sorbate de potassium (classification H315 et H319) en ce qui concerne le stockage.</p> <p>L'inspection constate que le produit, solide, est stocké au sein du bâtiment de production, dans une zone isolée de tout autre produit, à température ambiante et au sec. Le produit est conditionné dans son emballage d'origine et étiqueté de façon à être bien identifiable. Aucun signe de déversement n'est visible sur toute la zone.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2008, article 53.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>[...]</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50% de la capacité totale des fûts pour les liquides inflammables - 20 % de la capacité totale des fûts pour les autres cas, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres <p>[...]</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>
Constats :

<p>L'inspection constate deux situations diamétralement opposées sur les zones de stockage suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Local ONET: chaque type de produit est stocké sur sa propre rétention, dont les volumes sont compatibles avec les volumes de produits stockés - Stock DANTIN (ancien bâtiment Castel et Fromaget): au moins un GRV de 1000l et 16 bidons de MIDAFLOW 142 (produit corrosif et dangereux pour les organismes aquatiques) et 6 bidons de mélange stabilisé de peroxyde d'hydrogène et d'acide peroxyacétique (produit corrosif, oxydant et dangereux pour les organismes aquatiques) sont stockés à même le sol, hors rétention, sur une dalle non étanche. Un autre GRV de MIDAFLOW 142, au trois-quarts plein, est stocké sur une rétention endommagée entraînant une stabilité précaire du contenant et un très fort risque de chute lors de sa manipulation.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires pour organiser le stockage "Stock DANTIN" afin que tous les produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols soient stockés sur des rétentions. Les volumes de celles-ci respecteront les dispositions de l'article 53.4 de l'arrêté préfectoral mentionné ci-dessus.</p> <p>Le respect de cette disposition fera l'objet d'un nouveau contrôle lors de la prochaine visite de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection constate qu'aucuns produits incompatibles ne sont associés à une même rétention dans les zones de stockage "local ONET" et "Stock Dantin".</p> <p>Cependant, au niveau du "Stock Dantin", des produits incompatibles (combustible et oxydant) sont stockés à même le sol.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant portera une attention particulière aux règles d'incompatibilité lors de la réorganisation du stockage du "Stock Dantin" (cf. demande à formuler à l'exploitant du point de contrôle N°4).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est partiellement capable de fournir un état des matières stockées au travers 1) d'une extraction du logiciel GMAO pour les produits utilisés par le service maintenance et 2) d'une recherche par code article sur le système AS400 utilisé par le service approvisionnement. Mais il est dans l'incapacité de fournir un état des matières utilisées au niveau de la station de traitement des eaux résiduaires industrielles (pilotée par la SAUR) ni des matières de l'unité nettoyage (sous-traitée à ONET).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en place des mesures pour délivrer un état des stocks actualisé des produits dangereux présents sur l'ensemble de ses installations et activités.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois